



FAITS MARQUANTS DU FPHN 2015: JEUDI, 2 JUILLET 2015

L'édition 2015 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), s'est poursuivie jeudi 2 juillet. Des dialogues modérés ont eu lieu dans la matinée et l'après-midi sur les thèmes: « Modes de consommation et de production durables »; « Investir dans l'avenir que nous voulons – conditions requises »; et « Surveiller les progrès accomplis à travers les mécanismes existants ». Une brève session récapitulative a conclu la première partie du FPHN.

« **MODES DE CONSOMMATION ET DE PRODUCTION DURABLES** »

La Vice-Présidente de l'ECOSOC María Emma Mejía Vélez, Colombie, a ouvert la session de matinée en affirmant que les CPD sont une question transversale, et un aspect central pour parvenir au développement durable. Elle a souligné que de grandes avancées en déjà eu lieu, mais a signalé que la poursuite de la mise en œuvre doit être soutenue.

Décrivant les réussites du Cadre décennal de programmes 10YFP, Ulf Jaeckel, du Ministère fédéral allemand de l'environnement, la conservation de la nature et la sécurité nucléaire, et Président du Conseil du Cadre 10YFP, a indiqué que le Cadre 10YFP est une structure concrète pour la mise en œuvre, construite par de nombreux partenaires. Il a souligné les défis qui subsistent, notamment: renforcer le soutien politique national de haut niveau; accéder à des financements appropriés pour les programmes et les activités; et engager davantage les parties prenantes, avec un accent particulier sur une plus grande mobilisation du secteur privé.

Carolina Tohá Morales, Maire de Santiago, Chili, a souligné le rôle important que jouent les villes dans la réalisation des CPD, qu'elle a décrites comme des laboratoires. Elle a souligné le besoin: des gouvernements locaux comme moteurs de changement; de politiques publiques axées sur la participation de citoyens et promotrices de changements dans les mentalités culturelles; et d'une plus grande disponibilité du soutien multilatéral, notamment pour les pays en développement qui n'ont pas les moyens de freiner la croissance.

László Borbély, Président du Comité de politique étrangère du Parlement Roumain, a estimé que, ayant adopté le cadre 10YFP et inclus les CPD dans les ODD, il est désormais essentiel d'identifier la façon de mettre en œuvre les CPD. Il a signalé qu'en éduquant les jeunes, les journalistes, les parlements, les gouvernements locaux et les communautés, les CPD peuvent devenir plus compréhensibles.

L'intervenante Swati Shrestha, du Center for Grassroots Development, et de la Global Forest Coalition, s'exprimant au nom du Grand groupe des FEMMES, a réitéré le besoin de soutien politique au niveau national et mondial, et a appelé à donner la priorité aux groupes marginalisés, y compris les femmes. Elle a mis en avant la reconnaissance du savoir local, en partie pour éviter les interventions malencontreuses fondées sur des notions erronées.

Dans la discussion qui a suivi, un délégué a signalé la nature multipartite du Cadre 10YFP, en affirmant que le programme peut être utilisé pour atteindre des ODD plus intégrés. Un autre a souligné la pertinence du Cadre 10YFP pour les PEID, en décrivant les efforts conduits pour intégrer le programme des CPD. Les délégués ont également souligné la façon dont les CPD peuvent être utilisés pour relier les ODD mondiaux aux échelons locaux.

Parmi les autres thèmes abordés: les CPD devenant le mode habituel de conduire les affaires; la diffusion d'information; des programmes souples tenant compte des circonstances nationales; la reproduction des modèles réussis; et les infrastructures vertes pour soutenir la mise en œuvre.

Les discussions ont également mis en avant des suggestions pour mettre en œuvre les CPD, notamment: un programme relatif au système alimentaire durable additionnel au Cadre 10YFP; un soutien permanent au Cadre 10YFP au niveau mondial, régional et local; et un nouveau modèle économique fondé, outre sur la croissance, sur le bien-être et la durabilité. Les délégués ont aussi lancé des appels pour la prise en compte des capacités et des difficultés que rencontrent les pays dans la spécificité de leur contexte.

En réponse aux questions, le Président du Conseil du Cadre 10 a exhorté à éviter les approches « prêt-à-porter », en notant que le FPHN est une bonne plate-forme pour échanger des points de vue, identifier les opportunités, et augmenter l'échelle des solutions. Tohá Morales a souligné l'importance de l'éducation et de la sensibilisation concernant les CPD, et en particulier dans les pays en développement étant donné leurs niveaux croissants de consommation. Borbély a mis l'accent sur la coopération, la volonté politique, la responsabilité et la communication.

« **INVESTIR DANS L'AVENIR QUE NOUS VOULONS – CONDITIONS REQUISES** »

Le Vice-Président de l'ECOSOC Mohamed Khaled Khiari, Tunisie, a présenté cette session.

Le Modérateur James Zhan, de l'UNCTAD, a indiqué que le défi concernant le financement des ODD se situe au niveau du « comment », car il existe de multiples demandes en ressources financières. Il a évoqué une étude indiquant que les pays en développement ont besoin de 3,9 billions USD pour réaliser les ODD, mais qu'il n'y a actuellement à disposition que 1,4 billion USD.

Hazem Fahmy, Secrétaire général de l'Agence égyptienne de partenariat au développement, a souligné l'importance des partenariats, et d'une coopération Sud-Sud et triangulaire pour parvenir aux ODD. Il a indiqué que les modèles réussis de partenariat ne demandent pas de grandes quantités de ressources financières, et que les partenariats peuvent avoir des effets multiplicateurs positifs au moyen d'efforts en matière de formation et de renforcement des capacités.

Hildegard Lingnau, de l'Organisation pour la coopération et le développement économique, a déclaré, au sujet de ce qu'il faudra faire pour « ne laisser personne pour compte », que le financement visant à atteindre les ODD ne peut pas prendre uniquement la forme de dons, mais que des crédits et d'autres formes de financement devront également être mis en œuvre.

Ce numéro du Bulletin des Négociations de la Terre © [iisd.org](http://www.iisd.org) a été rédigé par Olivia Freeman, Sandra Gagnon, Ph.D., Kate Louw et Anna Schulz. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Alexandra Lefevre. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du Bulletin sont: l'Union européenne, le Gouvernement suisse (Office fédéral de l'environnement (OFEV) et Direction du développement et de la coopération (DDC)), et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au Bulletin, au titre de l'exercice 2015, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Le financement pour la traduction du Bulletin en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe de l'ENB présent au FPHN 2015 peut être contacté par email à l'adresse suivante: <anna@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

Elle a appelé à se centrer sur les risques, la résilience et les conflits pour réaliser le programme de développement de l'après 2015.

L'intervenant Stefano Prato, de l'Agence pour le développement international, Italie, a souligné le caractère central des politiques publiques en matière d'investissement d'avenir, l'Etat jouant un rôle central. Il a souligné le besoin de transformer l'économie mondiale en investissant dans des économies localisées et « vibrantes », et que la participation du secteur privé doit être responsable, et complémentaire aux réglementations gouvernementales.

Les délégués ont ensuite abordé: le fait que l'APD devrait être un facilitateur dans la poursuite des ODD et non pas un moyen d'éroder les engagements pris par le passé; les aspects non financiers de l'investissement dans les ODD, dont les partenariats et les incitations; le fait que les flux illégaux de capitaux en provenance des pays en développement est à destination des pays développés constituent un défi actuel; de directives claires et une évaluation de l'investissement privé; et la façon de relier la responsabilisation entre les niveaux régional et national.

Les discussions ont également mis l'accent sur la façon de stimuler les fonds privés pour compléter les fonds publics et l'APD, et ont appelé à charger un organe mondial du suivi des questions fiscales.

En réponse, les intervenants ont souligné que le FPHN offre l'opportunité de débattre des questions non résolues, et se sont interrogés sur la façon de stimuler d'autres ressources, de meilleurs investissements directs, et d'assurer que le secteur privé s'acquitte de ses obligations fiscales.

En guise de conclusion, le Modérateur Zhan a suggéré d'envisager une « aide au financement des ODD », et une assistance technique soutenue par un consortium d'agences des Nations unies et de banques multilatérales de développement pour conseiller et aider les pays à établir des politiques et des programmes visant à mobiliser et à canaliser des fonds pour les secteurs des ODD et à assurer des impacts positifs.

« SURVEILLER LES PROGRES ACCOMPLIS A TRAVERS LES MECANISMES EXISTANTS »

Le Vice-Président de l'ECOSOC Oh Joon, République de Corée, a ouvert la session d'après-midi, en soulignant que la cohérence et les liens entre les différentes plates-formes doivent être assurés pour surveiller la mise en œuvre et organiser un processus efficace examen pour les ODD.

Le Modérateur Thomas Gass, Secrétaire-général adjoint des Nations unies à la coordination politique et aux affaires interinstitutionnelles, a décrit le FPHN comme le « sommet » ou la plate-forme centrale de la surveillance de la mise en œuvre des ODD, en soulignant: que le système des Nations unies joue un rôle important dans le soutien des examens thématiques inclusifs conduits par le FPHN; que les plates-formes existantes devraient être capitalisées et renforcées; et que l'ECOSOC joue un rôle fondamental dans la promotion de la cohérence entre les diverses plates-formes texanes.

Gerda Verburg, Présidente du Comité sur la sécurité alimentaire (CFS), et Représentante permanente aux Pays-Bas des agences sises à Rome, a évoqué l'expérience du CFS à démontrer la façon dont les plates-formes d'examen peuvent être véritablement inclusives et transparentes. Soulignant l'importance de bâtir la confiance dans les plates-formes multipartites, elle a reconnu que cela demande du temps.

Adam Bouloukos, Directeur du Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes, a fait rapport du processus vers l'adoption du Cadre de Sendai pour la Réduction des risques de catastrophes (RRC) 2015-2030 lors de la troisième Conférence mondiale des Nations unies sur la RRC, tenue à Sendai, au Japon, en mars 2015, en signalant une forte participation des parties prenantes au cours de la consultation. Il a souligné que les sept objectifs mondiaux du cadre de Sendai sont interconnectés avec les ODD, en soulignant que plusieurs ODD ont trait à la RRC.

Petra Bayr, membre du Parlement autrichien, a présenté le rôle des parlements dans le suivi des progrès accomplis et de la mise en œuvre, en estimant que des parlements solides et bien équipés sont porteurs d'institutions efficaces pouvant jouer un rôle phare dans la mise en œuvre du programme de développement pour l'après 2015 et des ODD. Elle a également signalé que les parlements sont capables d'établir les organes nécessaires chargés spécifiquement du suivi de la mise en œuvre.

Charles Radcliffe, du Bureau du Haut commissaire aux droits de l'homme, a noté qu'on peut tirer des enseignements des mécanismes et standards d'examen existants relatifs aux droits de l'homme, tels que le Conseil universel d'examen périodique des droits de l'homme (UPR). Il a expliqué que l'UPR est conduit par les Etats, volontaire, examiné par des pairs, et fondé sur l'universalité, la participation et la responsabilité, et devrait être intégré dans les mécanismes de suivi et d'examen des ODD.

L'intervenant Caleb Otto, Représentant permanent des Palaos aux Nations unies, et Président du Forum des îles du Pacifique, a mis en exergue les mesures prises pas les îles du Pacifique pour suivre la mise en œuvre des politiques de développement durable, en indiquant qu'elles ont établi un mécanisme d'examen par des pairs, qui comprend des évaluations volontaires d'îles pairs du Pacifique ainsi que d'autres pays partenaires.

L'intervenante Louise Kantrow, de la Chambre internationale de commerce, a souligné le caractère significatif des entreprises communautaires en tant que parties prenantes, notamment dans les discussions relatives au financement et à la mise en œuvre. Elle a appelé à une inclusion permanente des entreprises communautaires dans la conception des programmes et dans la mise en œuvre, en évoquant que l'Alliance mondiale des entreprises pour l'après 2015 constitue la voix coordonnée du secteur privé en tant que partie prenante dans les processus des Nations unies.

Les délégués ont discuté de la façon d'intégrer les questions transversales, y compris la RRC et les questions de genre, ainsi que la façon d'intégrer les ODD dans les plans de travail de façon plus générale. La question du traitement efficace des « questions orphelines », comme les océans, a également été soulevée, et un délégué a recommandé de tenir une conférence mondiale sur les océans pour aider dans ce processus.

Les intervenants ont alors souligné: le rôle et la fonction du Groupe d'experts intergouvernemental à composition non limitée sur les indicateurs, et la terminologie relative à la RRC; la valeur des contre-rapports et des examens par des pairs pour les parlementaires, car ils offrent différents angles et axes de réflexion, ainsi que celle des réseaux parlementaires sur diverses questions et thématiques comme l'équité de genre et le mariage des enfants; les moyens de capturer et d'interconnecter toutes les informations disponibles de façon significative, en incluant tous les groupes; l'établissement d'une procédure pour la suite du FPHN; les calendriers et la localisation des examens thématiques du FPHN; et éviter de dupliquer les travaux d'autres plates-formes.

Les intervenants ont par ailleurs discuté: de l'importance de ne pas se focaliser sur les ODD de façon cloisonnée; de réduire la charge de l'établissement de rapport; de faciliter l'appropriation des ODD au niveau individuel; de s'engager dans un processus d'examen rigoureux et ambitieux; de bâtir un nouveau partenariat mondial fondé sur la confiance et l'ouverture; et d'inviter les pauvres au dialogue.

SESSION RECAPITULATIVE

En conclusion de cette première partie du FPHN, le Président de l'ECOSOC Martin Sajdik, Autriche, a déclaré que le FPHN ne doit pas être surchargé, en soulignant son objectif central de fournir des orientations politiques de haut niveau, et qu'il devrait utiliser l'ECOSOC pour mobiliser le reste du système des Nations unies autour des divers programmes. Il a remercié les intervenants et les délégués pour une session fructueuse marquée selon lui par « l'ouverture d'esprit et la créativité ».

DANS LES COULOIRS

A mode de préface pour le segment ministériel, c'est cinq premiers jours du FPHN ont couvert une large gamme de thèmes pertinents relatifs à la future structure et fonction du FPHN. Ces sessions de nature inclusive s'appuyaient sur de larges contributions des Grands groupes et autres parties prenantes, mais les délégués avaient encore des questions sur « la façon dont la volonté d'inclusion se traduira dans la structure et la fonction du FPHN ».

D'autres se sont dits inquiets que la vaste gamme de sujets en discussion pourrait constituer un programme « trop chargé » pour le FPHN, qui pourrait alors se transformer en « château de cartes ». Certains ont mis en garde que ceci pourrait réveiller le fantôme de la Commission du développement durable, notamment si l'on utilise une approche de cycle biennal pour traiter toutes les questions qui doivent être traitées.